

Document

L'économie est en plus une imposture

(par Paul Craig Roberts-<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=15349>)

Le 23 septembre 2009

Les gens ne peuvent obtenir la vérité sur rien, économie incluse, de leur gouvernement. Ils ont été amenés sur le terrain économique, avec un million d'écoliers aujourd'hui sans abri, tandis que le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, annonce que la récession est finie.

La finasserie déguisée en information est de plus en plus délirante. La dépense de consommation représente 70% de l'économie étasunienne. C'est leur force motrice et elle a été arrêtée. Excepté pour le super riche, le consommateur n'a vu aucune hausse de revenu au 21ème siècle. Sur shadowstats.com, le statisticien John Williams signale que le revenu réel des ménages n'a jamais retrouvé son apogée d'avant 2001.

L'économie a été maintenue en marche en substituant la montée de l'endettement du consommateur à la hausse de son revenu. L'ancien président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a favorisé l'endettement du consommateur avec le faible taux d'intérêt. Un faible taux d'intérêt fait monter le prix des maisons, permettant ainsi aux Étasuniens de refinancer leur résidence et de dépenser leurs capitaux propres. Les cartes de crédit ont servi avec frénésie en attendant la hausse de l'immobilier et de la valeur des actions pour payer la dette accumulée. La fiesta a été interrompue par l'éclatement de la bulle de l'immobilier et des capitaux propres [provenant de la valeur estimée des maisons, ndt].

Au moment où le consommateur ne peut plus augmenter sa dette, et son revenu n'augmentant pas, il n'y a aucune base de relance pour l'économie de consommation. En effet, les statistiques montrent que le consommateur rembourse sa dette dans une démarche visant à survivre financièrement. Dans une économie dont la force motrice est le consommateur, c'est une mauvaise nouvelle.

Les banques d'affaires remercient à présent la dérégulation motivée par la cupidité qui a annulé les leçons apprises du passé. Les banques sont encore plus téméraires que le consommateur. Pour de nouveaux sommets, elles acceptent l'effet levier spéculatif. À la demande pressante de Larry Summers et de Henry Paulson, chef de la direction de Goldman Sachs, la *Securities and Exchange Commission* et le régime Bush ont coopéré pour supprimer les restrictions sur l'effet levier de la dette.

Lorsque la bulle a éclaté, l'énorme effet levier a menacé d'abattre le système financier. Avec une quantité de milliers de milliards de dollars connue de personne, le Trésor et la Réserve fédérale se sont portés volontaires pour « renflouer le système financier, » dans une démarche visant, évidemment, à sauver les établissements financiers motivés par la rapacité, à l'origine de la débâcle économique qui a dépossédé le simple quidam de la moitié de ses économies.

Le consommateur s'est assagi mais pas les banques. Requinquées par les 700 milliards de dollars du TARP et le gonflement de la feuille de balance de la Réserve fédérale, les banques se comportent toujours comme des *hedge funds* (fonds spéculatifs). Grâce à la reprise passagère actuelle des actions du marché boursier, qui n'est pas du tout un signe de reprise économique, mais la violente attaque finale de quelques banques d'affaires et leurs amis de Washington contre la richesse des gens, la spéculation à effet levier produit une nouvelle bulle. Roulant sur les bénéfices, Goldman Sachs a annoncé des bonus à six chiffres pour ses employés.

Le reste des États-Unis souffre terriblement.

Tel qu'il est rapporté, le taux de chômage est une fiction, et cela depuis le régime Clinton. Le taux de chômage n'inclue pas le chômeur depuis plus d'un an qui a renoncé à chercher du travail. Le taux de chômage de 10% rapporté sous-estime les millions de chômeurs de longue durée, qui ne sont plus comptabilisés comme demandeurs d'emploi. Chaque mois passant, des chômeurs perdent leur statut de demandeur d'emploi simplement à cause de la fuite du temps.

Le taux d'inflation, en particulier de l'« inflation de base, » est une autre fiction. L'« inflation de base » ne compte pas les aliments et l'énergie, deux éléments principaux du budget. L'Indice des prix à la consommation (IPC) suppose, depuis la Commission Boskin à l'époque du régime Clinton, que si le prix d'un article monte, le consommateur le remplace par un article meilleur marché. C'est certainement le cas, mais cette manière de mesurer l'inflation signifie que l'IPC n'est plus comparable aux années précédentes, puisque le panier des marchandises indexées varie.

L'IPC de la Commission Boskin, grâce à la réduction du taux d'inflation mesuré, augmente le taux de croissance réel du PIB. La conséquence des statistiques manipulées, c'est un taux d'inflation sous-estimé, qui érode la valeur réelle du revenu de l'aide sociale, et un taux de croissance surestimé. La manipulations des statistiques masque la baisse du niveau de vie.

Autrefois, la prospérité étasunienne, le revenu du citoyen, s'élevait avec la productivité. C'était la croissance réelle du revenu des gens qui poussait l'économie.

Dans les États-Unis d'aujourd'hui, les revenus qui montent sont dans la finance, au risque pour l'avenir du pays d'un effet levier excessif, et dans les compagnies mondiales qui remplacent la main-d'œuvre étasunienne par des étrangers. Avec les règles d'indemnisation et l'insistance sur le bénéfice de l'actionariat qui règnent aujourd'hui aux États-Unis, les cadres des compagnies maximisent leurs gains et leur traitement en limitant l'emploi pour la majorité.

Essayez de trouver quelque aveu de cela dans les grands médias ou chez les économistes qui, pour des subventions, lèchent les bottes des compagnies qui délocalisent.

Le pire moment du déclin est encore à venir. Les faillites bancaires et les saisies immobilières sont toujours à leur apogée. La débâcle de l'immobilier commercial est encore à venir. La crise du dollar se tisse.

Quand ça frappera, les taux d'intérêt augmenteront considérablement, car les États-Unis devront lutter pour financer leur énorme budget et déficit commercial, pendant que le reste du monde tentera d'échapper à la dépréciation du dollar.

Depuis le printemps de cette année, la valeur du dollar a fondu par rapport à toutes les monnaies sauf celles qui lui sont rattachées. Le franc suisse a augmenté de 14% par rapport au dollar. Depuis avril 2009, toutes les devises fortes, du dollar canadien à l'euro et à la livre britannique, ont augmenté d'au moins 13% par rapport au dollar. Le yen japonais n'est pas loin derrière, et le real brésilien a augmenté de 25% par rapport au tout-puissant dollar. Même le rouble russe a pris 13% sur le dollar.

Quelle sorte de reprise peut-il y avoir quand l'investissement le plus sûr consiste à parier contre le dollar ?

Le ménage de mon époque, quand le mari travaillait et la femme s'occupait de l'entretien ménager et élevait les enfants, n'existe plus guère aujourd'hui. Les conjoints de la plupart, si ce n'est de tous les ménages, doivent travailler pour payer les factures. Mais les emplois disparaissent, même ceux à temps partiel.

S'il était mesuré avec la méthode utilisée quand j'étais ministre adjoint aux Finances, le taux de chômage aux États-Unis serait supérieur à 20% aujourd'hui. En outre, il n'existe aucun moyen évident de le réduire. Il n'existe aucune usine, dont la main-d'œuvre serait temporairement au chômage du fait de taux d'intérêt élevés, n'attend une politique d'intérêt faible pour rappeler sa main-d'œuvre à la production.

Le travail a été déplacé à l'étranger. Dans les jours enflés de la prospérité étasunienne, l'idée de leur responsabilité égale envers les clients, employés et actionnaires avait été inculquée chez les directeurs généraux. Cette idée a été abolie. Poussés par Wall Street et la menace d'OPA, promettant aux actionnaires d'« améliorer la valeur, » et incitant par la « rémunération au rendement, » les patrons utilisent tous les stratagèmes pour remplacer les salariés étasuniens par des étrangers moins chers (Comment sont menacés les travailleurs assidus bien formés aux États-Unis, de Rennie Sawade, 14 septembre 2009). Malgré 20% de chômage et des ingénieurs diplômés avec mention qui ne trouvent pas d'emploi, ni même d'entretiens d'embauche, le Congrès continue chaque année maintenir 65.000 visas de travail H-1B pour les étrangers.

Au milieu de la plus grande période de chômage depuis la Grande Dépression, quel genre de fou faut-il être pour penser qu'il y a une pénurie d'employés qualifiés aux États-Unis ?

Original en anglais: The Economy Is A Lie, Too, le 21 septembre 2009.
<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=15326>

Traduction : Pétrus Lombard

Paul Craig Roberts fut ministre des Finances adjoint dans l'administration Reagan. Il est coauteur de *The Tyranny of Good Intentions*. Il peut être contacté à l'adresse : PaulCraigRoberts@yahoo.com.